

La cour des comptes promet des difficultés (grosses) pour le prochain gouvernement

et n'est pas tendre envers le quinquennat Hollande



La cour des comptes promet des difficultés (grosses) pour le prochain gouvernement

La cour des comptes vient de publier son dernier rapport avant les élections. Ce document, publié depuis 1832, est considéré comme la marque de fabrique de la haute juridiction chargée de contrôler l'utilisation des deniers publics. Il comprendra cette année 27 chapitres, 1300 pages et 101 recommandations.

Si l'on se réfère à la conclusion de ce rapport, le prochain exécutif ne pourra plus se contenter de freiner la hausse des dépenses publiques : il va devoir la stopper concrètement et réaliser des coupes franches.

La dette reste toujours trop élevée (plus de 97 % du PIB au lieu de 60% préconisé par Maastricht). La France s'est donc engagée auprès de ses partenaires européens à réduire ce déficit entre 2018 et 2020, car pour l'instant, l'Etat n'a jamais réduit ses dépenses. Seule un ralentissement de la hausse est effectif.

La solution ?

Pas de solution miracle d'autant plus que les chiffres de la balance commerciale sont défavorables malgré une baisse conséquente du coup du prix des énergies et des taux de crédits extrêmement faibles, ce qui a pour conséquence de freiner la croissance qui plus est se trouve toujours selon l'avis de la cour des comptes surestimée. Vont se greffer sur le montant des dépenses publiques des augmentations déjà annoncées, hausse des salaires de la fonction publique, hausse du budget de la défense etc. La seule masse salariale augmenterait autant sur l'année 2017 que le total des six dernières années. Ces mesures devront être alimentées par des coupes drastiques dans d'autres domaines car déjà la charge de la fonction publique représente 57% du PIB en France contre une moyenne de 47% dans les pays voisins.